



# Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée  
16 novembre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Groupe d'examen de l'application

### Reprise de la troisième session

Vienne, 14-16 novembre 2012

## Projet de rapport

### Additif

## I. Introduction

1. À sa troisième session, tenue à Vienne du 18 au 22 juin 2012, le Groupe d'examen de l'application a décidé de reprendre sa session pendant trois jours avant la fin de l'année pour poursuivre ses débats.

## II. Organisation de la réunion

### A. Ouverture de la réunion

2. Le Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption a repris sa troisième session à Vienne du 14 au 16 novembre 2012.

3. La session a été présidée par Rachmat Budiman (Indonésie), Vice-Président de la Conférence. Dans ses observations liminaires, le Président a rappelé la résolution 3/1 de la Conférence des États parties à la Convention contre la corruption. Il a souligné que le même esprit constructif qui avait permis la négociation et l'adoption du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption (ci-après le "Mécanisme") a guidé les travaux du Mécanisme depuis le lancement des examens de pays à la première session du Groupe en juin 2010. Il a rappelé la discussion sur les progrès accomplis et l'expérience acquise au cours de la quatrième session de la Conférence, tenue à Marrakech en octobre 2011. Il a rappelé qu'à sa troisième session, tenue du 18 au 22 juin 2012, le Groupe avait sélectionné par tirage au sort les États parties examinateurs pour la troisième année du cycle d'examen. À cette occasion, le Groupe a examiné plus avant l'assistance technique ainsi que les questions financières et budgétaires et approuvé un modèle de résumé analytique des rapports



de pays. En outre, une séance d'information à l'intention des organisations non gouvernementales a été tenue en marge de la réunion.

4. Le Secrétaire se félicite de l'adhésion de quatre nouveaux États à la Convention contre la corruption (République de Nauru, Union des Comores, Royaume du Swaziland et République de Côte d'Ivoire), ce qui porte à 164 le nombre d'États parties à la Convention.

## **B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

5. Le Président a invité le Secrétariat à donner des précisions sur l'ordre du jour et l'organisation des travaux publiés sous la cote CAC/COSP/IRG/2012/1/Add.1. Le Secrétaire a expliqué que l'ordre du jour provisoire pour la reprise de la session contenait des annotations complémentaires mais que le point 5 (autres questions) et le point 6 (ordre du jour provisoire de la quatrième session du Groupe), figurant dans le document CAC/COSP/IRG/2012/1, n'avaient pas été repris. Il a proposé de modifier l'ordre du jour de la session en cours afin de réinscrire ces deux points. Ceux-ci seraient examinés après le point 4 de l'ordre du jour (questions financières et budgétaires) et avant l'adoption du rapport. Il a également proposé que le Groupe prévoie d'ouvrir à nouveau le point 2 en cas de nouveau tirage au sort le dernier jour de la session. S'agissant du point 4 (questions financières et budgétaires), deux États ont demandé un complément d'information sur la planification financière et budgétaire pour 2014-2015.

6. Le 14 novembre 2012, le Groupe a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Questions d'organisation:
  - Ouverture de la session;
  - Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
3. Assistance technique.
4. Questions financières et budgétaires.
5. Autres questions.
6. Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Groupe d'examen de l'application.
7. Adoption du rapport du Groupe d'examen de l'application sur les travaux de sa troisième session.

## **C. Participation**

7. Les États parties à la Convention ci-après étaient représentés à la réunion du Groupe: Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Chine, Chypre, Colombie,

Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Mexique, Monténégro, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

8. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion.

9. Dans l'article premier de la résolution 4/5 intitulée "Participation de signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application", qu'elle avait adoptée à sa quatrième session, tenue à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011, la Conférence a décidé que les États signataires auraient le droit de participer au Groupe.

10. Les États signataires de la Convention ci-après étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Japon, République tchèque.

11. Dans l'article 3 de sa résolution 4/5, la Conférence a décidé que les États non signataires seraient invités à assister aux délibérations du Groupe à condition d'avoir avisé ce dernier, par l'entremise du secrétariat, de leur intention ou de leur décision de ratifier, d'accepter ou d'approuver la Convention, ou d'y adhérer, conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 67.

12. L'État observateur ci-après était représenté: Oman.

13. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée.

14. Dans l'article 2 de la résolution 4/5, la Conférence a décidé que les organisations intergouvernementales, les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies pourraient être invités à participer aux sessions du Groupe.

15. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Conseil de l'Europe, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

16. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.